



Communiqué de presse SNES-FSU

27 novembre 2017

## **L'AEFE en danger : ses personnels massivement en grève à l'appel de la FSU le 27 novembre**

Les établissements de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), implantés dans 137 pays, scolarisent les enfants des familles françaises établies hors de France et participent à la formation d'une partie de la jeunesse des pays d'accueil. Ils constituent ainsi un pilier du rayonnement de la France dans le monde et un outil de développement de la francophonie.

Depuis des années, le SNES et les syndicats de la FSU dénoncent les baisses des subventions de l'Etat malgré la croissance continue du nombre d'élèves. Coup supplémentaire porté à l'établissement public au mois de juillet, le gouvernement a annulé 33 millions d'euros de crédits sur le budget 2017 en cours. Cette **baisse inédite de près de 10 % de son budget** contraint l'AEFE à programmer **la suppression de plus de 500 postes d'enseignants titulaires** (8 % des effectifs actuels) sur les trois ans à venir, l'arrêt des subventions aux établissements (hors sécurité et engagements pluriannuels) et l'augmentation de leur participation financière prélevée sur leurs frais de scolarité.

Le 6 novembre, Français du monde-ADFE et les représentants des syndicats SNES-FSU, SNUipp-FSU, UNSA-Education, Sgen-CFDT, se sont réunis en exprimant leur vive inquiétude quant à l'avenir du réseau d'enseignement français à l'étranger par un **communiqué commun**.

Aujourd'hui, au conseil d'administration de l'AEFE, **pour la première fois de son histoire**, les administrateurs de Français du monde-ADFE et les représentants des personnels SNES-FSU, SNUipp-FSU, UNSA-Education ont fait une **déclaration liminaire commune** à laquelle a été associée le Sgen-CFDT.

**Le réseau des établissements français à l'étranger est clairement en danger.** Aussi, les personnels de l'AEFE sont aujourd'hui **massivement en grève à l'appel des syndicats de la FSU**. Ils exigent d'autres choix budgétaires qui doivent donner à l'établissement public les moyens nécessaires pour accomplir ses missions. Ils refusent toute refonte du système de l'AEFE qui conduirait à une privatisation accrue par des déconventionnements d'établissements, à la multiplication de formules éducatives au rabais, à la remise en cause de la situation administrative des personnels détachés et à la précarisation de l'ensemble des personnels.

**[Site du SNES FSU hors de France](#)**

**[Compte Twitter du SNES-FSU hors de France](#)**